

<http://divergences.be/spip.php?article3140>



Larzac, Wyhl, Brokdorf, Seabrook, Gorleben...

# Apprentissage transfrontalier de la désobéissance

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 10 Novembre/november 2007 - International - Allemagne /Deutschland -

Date de mise en ligne : mardi 29 janvier 2019

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

### Traduction de l'allemand par Raphaële Jusufi-Girodet.

Processus d'apprentissage transfrontalier de désobéissance civile

Le mouvement non-violent semble oublier sa propre histoire, à l'exception des « très grands personnages », comme Gandhi ou Martin-Luther King. Les événements et expériences de grande importance réalisés par les nombreux « anonymes » ne sont que très rarement relayés et s'estompent à la génération suivante, voire sont oubliés. Cela vaut pour ce qui se passe dans les différents pays, mais plus encore pour la façon dont les actions et campagnes effectuées avec succès sont relayées à l'étranger et se sont ainsi développées. Vous trouverez ci-après un extrait provenant de la chaîne de diffusion d'expériences et d'adaptations aux propres conditions dans les années 1970 et 1980.

Le texte suivant est paru en 1992 dans le Reader Ziviler Ungehorsam Traditionen Konzepte Erfahrungen Perspektiven (Désobéissance civile, traditions, concepts, expériences, perspectives) édité par le Comité pour les droits fondamentaux et la démocratie, Sensbachtal.

#### Larzac, Wyhl, Brokdorf, Seabrook, Gorleben

Déjà dans les années vingt, on discutait en Allemagne pour savoir s'il était possible de transposer à la situation européenne la résistance non-violente (dénommée à l'époque encore par non-violence) ou la désobéissance civile, telles qu'on la connaissait grâce à l'action de Gandhi en Afrique du Sud et en Inde. (1) Le fait de pratiquer la désobéissance civile comme moyen utilisé consciemment ne s'est cependant propagé dans la République fédérale qu'au milieu des années soixante-dix avec les campagnes des nouveaux mouvements sociaux.

#### Les débuts, un groupe, une recherche

En 1966, lorsque nous créâmes à Augsburg, un groupe de travail pour la résistance non-violente, mes compagnons et moi étions certes convaincus que les actions non-violentes directes et la désobéissance civile étaient le développement conséquent et nécessairement urgent d'activités pacifiques. Toutefois, nous ignorions complètement s'il y avait eu des expériences dans l'Allemagne de la République de Weimar et dans les années d'après-guerre et, si oui, lesquelles. Et même de nos jours, au début des années 1990, où de nombreuses formes d'actions non-violentes et des notions telles que blocus, groupes de référence et principe de consensus se sont quasiment généralisées, même des groupes engagés ignorent les traditions de leur propre pays. La plupart des activistes d'aujourd'hui sont très jeunes, de sorte que, pour beaucoup d'entre eux, l'histoire de la résistance commence seulement au début des années 1980, aux heures de gloire du mouvement pacifiste lors du conflit autour du stationnement des missiles. De plus, les groupes d'actions non-violents sont marqués par une forte fluctuation. La plupart de leurs membres sont des étudiants qui tournent le dos à cette forme de travail politique au bout de quelques années afin de pouvoir se consacrer au travail et à la famille. (2) Cela rend difficile la formation d'une tradition, laquelle pourrait permettre au mouvement de devenir plus mûr et d'avoir plus d'assurance, de sorte que les expériences et les erreurs ne peuvent que se répéter.

Depuis le début du siècle, il existe des versions allemandes des écrits (critiques envers la société) de Léon Tolstoï, avec leur rejet conséquent du service militaire et de toute forme étatique de service forcé, d'impôt de guerre et de tout pouvoir d'État lié à la guerre et à l'exploitation. (3) Gandhi partit des pensées de Tolstoï sur la « non résistance » et de celles de Thoreau sur la « désobéissance civile » dans son combat contre la discrimination raciale en Afrique du Sud et la lutte pour l'indépendance en Inde, pour les faire évoluer vers un concept révolutionnaire d'actions

non-violentes appliquées en masse, liées à un programme constructif. (4)

Comme je l'évoquais au début, les actions de Gandhi étaient déjà connues dans l'Allemagne des années 1920, ses écrits avaient été traduits en allemand. Mais jusque dans les années 1960, le pacifisme, en majeure partie légaliste et à tendance parlementaire (5), ne s'en inspira que très peu et, lorsque c'était le cas, ce fut non pas pour des actions non-violentes, mais plutôt comme soutien moral à l'objection de conscience individuelle. Ainsi, le secrétaire général de l'Internationale des résistant(e)s à la guerre (IRG) (branche allemande) de 1946 à 1966, Théodore Michaltscheff, invoquait souvent Gandhi dans sa revue *Friedensrundschau*. (6) Cependant, on avait peine à trouver au sein de l'IRG, qui était composée en majorité de pacifistes bourgeois et de « partisans de la paix » proches du KPD (parti communiste allemand) et de la DFU (Union allemande pour la paix), une compréhension offensive pour l'action non-violente et la désobéissance civile. Au contraire des sections de l'IRG à l'étranger, on y évoquait très peu la révolution non-violente. (7)

Nikolaus Koch était l'un des rares qui exigeait de manière conséquente (de 1948, jusqu'à sa mort en 1991) d'éliminer les causes de la guerre au moyen d'une « révolution moderne », c.-à-d. une « auto-assistance non-violente ». (8) Au début des années 1950, les actions de Koch, comme les débordements lors de manifestations à la frontière germano-allemande dans le cadre de la conférence de l'IRG à Burg-Ludwigstein en 1951 ou, en 1953, la « marche des négociations » qui alla de Hambourg à Berlin-Est en passant par Bonn, furent considérées par le gouvernement Adenauer comme proches du communisme, voire complètement ignorées, ce qui était une arme beaucoup plus efficace. Quels intérêts aurait bien pu avoir la classe dirigeante à perpétuer le souvenir d'actions de résistance qui se révélaient gênantes pour elle ? D'autant plus quand elles avaient du succès, comme par exemple les occupations acharnées de l'île de Helgoland dans les années 1950-1951 auxquelles on doit que l'« île rouge » existe encore et ne fut pas complètement détruite par des bombardiers britanniques dans le cadre d'exercices de tir. (9)

Mais, au milieu des années 1960, nous qui habitons Augsburg ne savions rien de tout cela. Pendant des années, nous cherchâmes dans la « scène » pacifiste des exemples pratiques qui concordaient avec la théorie de la résistance non-violente et qui, dans la mesure du possible, auraient été liés à la perspective d'une modification radicale de la société. Mais nous ne trouvâmes de tels exemples nulle part, ni dans la Société allemande de la paix-Idk et le Vereinigte KriegsdienstgegnerInnen (Union des opposants à la guerre), ni dans le Mouvement international de la réconciliation ou Pax Christi.

Après la résistance non-violente des Tchèques contre la répression du « printemps de Prague » par les troupes du Pacte de Varsovie, les idées fondamentales de défense au niveau social (10) pénétrèrent l'argumentation de nombreux objecteurs de conscience. Mais nous nous demandâmes très vite : « Qu'en est-il de leur transposition pratique ou, du moins, de leur application partielle, qu'en est-il du revers de la médaille, la mise en oeuvre sociale ? » En 1968 et 1972, lorsque le mouvement d'initiative populaire prit la relève de l'opposition extra-parlementaire, le livre de Théodore Ebert *Gewaltfreier Aufstand - Alternative zum Bürgerkrieg* (Résistance non-violente - alternative à la guerre civile (11)), connut une diffusion considérable. En même temps, le nombre de personnes qui cherchaient des modèles pratiques au-delà de la justification théorique de la résistance non-violente, ainsi qu'un rapport entre la discussion et l'action, afin de pouvoir se défendre de manière non-violente contre les pires manifestations de la violence actuelle et structurelle, se multiplia.

Au fil des années, je remarquais que c'était la même chose pour de nombreux autres groupes. Nous regardâmes à l'étranger et nous y trouvâmes une bonne partie du mouvement non-violent vivant qui s'était concrétisé et qui nous manquait tant en Allemagne, un mouvement qui s'inspirait de l'utopie d'une société libre de toute domination et de toute violence, qui était à l'unisson avec les formes d'organisation et de décision existantes, qui puisait sa force pratique dans des actions et campagnes.

Nous découvriâmes également la pluralité des thèmes dans les internationales de la « Graswurzelrevolution » (révolution par les racines), dont certains étaient complètement nouveaux pour nous, comme l'écologie et la critique du patriarcat. Bref, pour nous qui venions de la province bavaroise catholique et qui étions en recherche de quelque

chose, en ce début des années 1970, l'impulsion décisive fut pour nous le fait d'avoir trouvé à l'étranger la pratique et l'utopie vivante, qui étaient beaucoup plus convaincantes que ce que les « amis de la paix » bourgeois ou communistes pouvaient proposer. Des alternatives qui nous redonnaient du courage, aussi par rapport aux groupes autoritaires communistes ou « autonomes » qui ne voulaient pas exclure la violence.

Beaucoup d'activistes du mouvement non-violent reçurent des impulsions décisives lors de séjours prolongés à l'étranger faits dans le cadre de l'Aktion Sühnezeichen (Action Signe de Réconciliation) ou autres services pour la paix aux USA, en Angleterre, en France et plus tard aussi en Espagne, lorsqu'ils entrèrent en contact avec les groupes non-violents locaux. La plupart de ces organisations sont raccordées aux deux internationales non-violentes, Internationale des résistant(e)s à la guerre (IRG) et IFOR (International Fellowship of Reconciliation, Mouvement international de la réconciliation (MIR). À la différence de la branche allemande (en particulier de l'IRG), le fait de connaître ses propres traditions non-violentes est essentiel aussi bien pour sa propre image que pour être reconnu dans son pays respectif.

### **Le fusil brisé**

Aux États-Unis par exemple, rien que la popularité de l'histoire du mouvement des droits civiques, ainsi que Martin-Luther King en tant que modèle, facilitent en théorie et dans les faits le travail des groupes non-violents, parce que la population montre une plus grande compréhension pour la désobéissance civile. En Allemagne, en revanche, les rares approches du mouvement non-violent furent anéanties par le régime nazi, leurs représentants étant soit assassinés, soit forcés à l'exil. Logiquement, les rares inspirateurs du mouvement non-violent récent issus des anciennes générations recueillaient leurs expériences à l'étranger, comme par exemple Hildegard Goss-Mayr, la secrétaire en charge des voyages au sein du Mouvement international de la réconciliation, ou encore Helga et Wolfgang Weber-Zucht qui, à Londres, travaillèrent étroitement avec le bureau de l'IRG avant d'établir à Kassel en 1974, le Graswurzel-Werkstatt (atelier des racines d'herbes) -un bureau de prestations pour le mouvement non-violent qui, depuis Cologne, livre encore aujourd'hui des informations et prend en charge la coordination.

Le fait de comparer les mouvements non-violents à l'étranger avec la situation en Allemagne montre clairement que toute justification verbale ou scientifique de la nécessité et de la légitimité de la désobéissance civile est loin d'avoir des effets aussi contagieux et de déboucher sur du concret, comme l'exemple des actions et campagnes réalisées concrètement.

### **Sortir d'Allemagne, prendre des contacts, vers l'Espagne**

La coopération transfrontalière avec des initiatives en Suisse, France et aux Pays-Bas fut cruciale pour le premier contact des groupes d'action non-violents de la RFA avec cette pratique stimulante. Dans le cas de la Gewaltfreien Aktion Augsburg (Action non-violente Augsburg), le premier contact fut celui avec les anarchistes non-violents et la revue Anarchisme et non-violence (en français dans le texte, n.d.t.). Leur justification de la désobéissance civile ne repose pas, de façon moralisatrice, sur la (mauvaise) conscience, mais lui confère, au contraire, une légitimité encore plus vaste : à une société basée à bien des égards sur une violence structurelle, il faut indiquer à plusieurs endroits, à l'aide de moyens drastiques, les formes voilées de violence afin de mettre en marche des processus de changement. Dans certaines circonstances, il est aussi possible de dramatiser des inégalités, en enfreignant les règles de manière limitée, ou en violant délibérément les droits.

À l'été 1970, deux membres du groupe d'Augsbourg participèrent à un camp du groupe Anarchisme et non-violence en Normandie. Lire les données fondamentales de ce groupe. Là, ils entendirent parler (12) d'une campagne internationale pour le droit à l'objection de conscience en Espagne. Il s'agissait de profiter des négociations en cours en vue de l'entrée de l'Espagne dans la CE pour mettre en avant la situation des objecteurs de conscience. Dans l'Espagne de Franco, les objecteurs de conscience étaient condamnés à de lourdes peines de prison et, en cas de

refus réitéré d'effectuer leur service militaire, envoyés dans des unités carcérales dans la partie espagnole du Sahara. Le public accorda une importance particulière à Pepe Beunza, le premier objecteur de conscience catholique espagnol (les autres avant lui étaient surtout des témoins de Jéhovah) qui justifiait son refus du service militaire pour des motifs politiques. Durant les quatre années précédant son appel, il avait organisé dans toute l'Espagne et à l'étranger des séminaires, à la suite desquels des comités de solidarité qui exigeaient un droit général en Espagne à l'objection de conscience, quelles qu'en soient les raisons, furent mis en place. Pour renforcer la pression de l'étranger sur le régime de Franco, des groupes non-violents organisèrent des manifestations devant les ambassades et consulats d'Espagne en France, Belgique, Angleterre et aux États-Unis. Une marche d'objecteurs de conscience venant de dix pays, qui devait aller de Genève à Madrid, se termina à la frontière franco-espagnole. Les participants étrangers furent refoulés, les espagnols furent arrêtés.

Après la première condamnation de Pepe Beunza à une peine de 18 mois de prison, les offices de tourisme espagnols à Paris et New-York furent occupés le 23 avril 1971. Lors d'autres actions en Espagne, les Espagnols furent condamnés à payer des contraventions, les étrangers furent exclus du territoire. Face à cet exemple de solidarité internationale, les activistes non-violents d'Augsbourg essayèrent, au sein de la section allemande de l'IRG, de militer pour des actions de soutien. Mais la direction de l'association rejeta toute désobéissance civile et refusa de militer à ce sujet auprès de ses membres, voire même de seulement les tenir au courant. Pour les militants d'Augsbourg, le fait d'être directement intégré dans la chaîne d'informations et d'action internationales fut très important. Ils furent ainsi les seuls participants allemands - en tant qu'objecteurs de conscience « organisés de manière autonome » - lors d'une manifestation internationale au profit des opposants espagnols à la guerre qui se déroula sur la grande place devant le Vatican et qui exigeait de la part de la conférence des évêques qui y siégeait de faire pression sur l'Espagne catholique.

Au printemps 1972, 245 témoins de Jéhovah et trois objecteurs de conscience catholiques (lesquels avançaient des motifs politiques) se trouvaient dans les prisons espagnoles lorsqu'une campagne internationale fut lancée dans plusieurs pays, sauf en RFA. Comme décrit auparavant dans le roman *Los encartelados* [L'Homme à la pancarte édité par Tchou en 1968] de Gonzalo Arias, des Français, des Hollandais et des Suisses, équipés d'affiches, manifestèrent à Madrid et Santander, avec des conséquences variées pour les participants : certains furent immédiatement expulsés, d'autres condamnés à un mois de prison. Le petit cercle d'Augsbourg prit alors l'initiative afin que, au sein de la campagne internationale, des actions de solidarité aient aussi lieu en République fédérale. Pour ce faire, ils abordèrent des groupes qu'ils connaissaient, aussi bien les jeunesses chrétiennes que des associations pacifistes ou des groupes qui s'engageaient contre la situation répressive dans l'Espagne de Franco. En juin 1972, ce groupe sortit le numéro zéro de la revue *Graswurzelrevolution* avec laquelle ils voulaient diffuser la théorie non-violente libertaire et stimuler une pratique adaptée. La nouvelle revue contenait entre autres des informations de base sur la situation en Espagne et un appel aux lecteurs à participer à la campagne, lesquels devaient se réunir fin septembre lors d'une semaine d'actions coordonnées au niveau fédéral. Trois habitants d'Augsbourg partirent finalement à Barcelone pour effectuer une action sur les Ramblas, l'artère vivante de la capitale catalane. Wolfgang Kroner escalada une cabine téléphonique, s'enchaîna à un panneau de signalisation pour informer les passants des exigences de la campagne pour la libération des objecteurs de conscience au moyen d'affiches qu'il portait sur la poitrine et dans le dos. À côté de la sensibilisation et des actions qui avaient été déclenchées par les rencontres faites à l'étranger, sa décision pour faire cette action était venue de sa volonté de ne pas recommander à d'autres ce pour quoi il n'aurait lui-même pas le courage. Cette action fit sensation sur place, ainsi que pendant des mois dans la presse espagnole.

Kroner fut arrêté, ainsi que deux passants « suspects » et un autre en provenance d'Augsbourg qui avait distribué des tracts soutenant l'action. La justice espagnole sembla vouloir statuer en faisant un exemple en la personne de W. Kroner : ce dernier fut libéré un jour plus tard et expulsé du pays. Selon l'acte d'accusation, il risquait de 6 à 12 ans de prison pour « perturbation de l'ordre public dans un cas d'une extrême gravité » faisant suite à une éventuelle détention préventive assez longue ! La campagne, qui gagnait de plus en plus en importance, prit, en RFA, nettement plus d'ampleur une fois que les actions de W. Kroner et son arrestation furent connues du public. Elle obtint un écho relativement fort, surtout si on considère qu'elle n'avait pas été lancée par une organisation qui avait l'expérience des médias, mais par un petit groupe inconnu. Comme auparavant concernant le cas Pepe Beunza, le

courage d'une seule personne qui avait été prête à assumer les conséquences, même dures, de ses convictions, avait probablement motivé plus de gens que n'importe quelles informations sur la situation des objecteurs de conscience à l'étranger. À plusieurs endroits, des chrétiens, des pacifistes et des socialistes s'engagèrent pour cette cause commune. (13) Pour les autorités espagnoles, le nombre d'activités à travers le monde qui avaient été lancées par les diverses sections de l'IRG dut sûrement être impressionnant. Un flot de lettres provenant du monde entier parvint à la prison de Barcelone, mais W. Kroner n'en reçut que quelques-unes. À la suite d'une importante pétition qui fut remise à l'ambassadeur d'Espagne à Bonn, sept personnes provenant de six villes d'Allemagne s'enchaînèrent le 10 décembre 1972 à la clôture en fer forgé de l'ambassade. Une autre escalade d'actions non-violentes fut annoncée. Mais le soir de ce même jour, W. Kroner eut la surprise d'être libéré de prison et expulsé.

Le fait d'agir en commun avait rassemblé des activistes non-violents qui étaient éparpillés dans toute la République fédérale. Ils organiseront différentes campagnes dans les années suivantes. Petra L. et Elmar R., qui avaient soutenu W. Kroner lors de son action à Barcelone, prirent l'initiative d'une future grande campagne.

### Contre les essais atomiques

Pendant ce temps, les actions contre les essais nucléaires français dans le Pacifique se déroulèrent sous le nom de Greenpeace, plus de huit ans avant que l'organisation du même nom ne fût fondée en Allemagne. Dès 1958, des activistes non-violents provenant des USA avaient pénétré, avec leur voilier « Golden Rule », dans la zone d'essais nucléaires américains se trouvant autour de l'atoll de Bikini, de même qu'un groupe international avait essayé de pénétrer dans l'ancienne zone d'essais français au Sahara.

En 1957-58, en Allemagne et en Autriche, on avait déjà pensé à envoyer des volontaires pour une telle action. Indépendamment l'un de l'autre, le critique culturel de Vienne, Günther Anders, ainsi que le Kampfbund gegen Atomschäden (Association de combat contre les dégâts nucléaires), avaient appelé, sous la devise Aktion Arche, à participer à une action d'entrave dans le pacifique. À ce sujet, un cours de formation pour volontaires eut lieu en octobre 1958 dans le Foyer international de l'amitié à Buckeburg. Finalement, aucun Allemand ni Autrichien ne participa à l'action. Le résumé des résultats fut publié dans une brochure comme « aide au mouvement des volontaires allemands ». (15)

De tout cela, les deux initiateurs d'Augsbourg n'en savaient rien lorsque, début 1973, en lisant la revue londonienne Peace News, (16) ils entendirent parler de la campagne internationale contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Deux bateaux de l'organisation Greenpeace (qui avait été fondée en 1971 à Vancouver au Canada) étaient partis en novembre 1971 en direction de la zone d'essais nucléaires américaine vers les Îles Aléoutiennes, un autre vers Mururoa, l'atoll de Polynésie où les Français effectuaient leurs essais nucléaires.

Lors de la Conférence sur l'écologie à Stockholm en 1972, les « Éconautiques » purent passer des accords avec des représentants de nombreuses organisations écologiques en provenance d'Europe, d'Amérique et de la région du Pacifique, et portant sur une campagne commune contre les essais nucléaires français. Cette même année, une flotte de 9 bateaux était censée se diriger vers la zone d'essais, mais seul le FRI, le navire le mieux équipé, une ancienne goélette de la mer Baltique, avec un équipage international de 13 femmes et hommes venant de Nouvelle-Zélande, d'Angleterre et de France, y parvint. La participation d'un « bataillon de la paix » composé de personnalités françaises critiques envers la « force de frappe » (en français dans le texte, n.d.t.), telles que le général de la Bollardière, un militaire ayant reçu de nombreuses décorations et qui avait démissionné de l'armée en signe de protestation contre la torture pendant la guerre d'Algérie, le prêtre catholique Jean Toulat, le professeur de philosophie Jean-Marie Muller et le président des Amis de la Terre, Brice Lalonde (qui sera plus tard ministre de l'Écologie dans le gouvernement Mitterrand), était censée apporter un certain poids politique. Une campagne

Greenpeace se développa aussi en République fédérale, sous forme d'actions pleines d'imagination. Bien que la désobéissance civile ne fût pas pratiquée ici, cette campagne permit à l'opinion publique allemande de comprendre le principe de la résistance non-violente. Le réseau de contacts qui existait entre les groupes non-violents depuis la campagne espagnole fut renforcé et élargi. Grâce à la coordination réussie d'une campagne qui était à la fois décentralisée et transnationale (17), les participants se sentirent encouragés à poursuivre la coopération.

Durant les premières années, la résistance non-violente dans le domaine antimilitaire constitua la base thématique commune des groupes d'action non-violents. Cependant, certains dépassèrent la simple objection de conscience sous sa forme étatique reconnue et développèrent une campagne de refus conséquent de toute forme de service forcé de la part de l'État. (18) Cette attitude faisait régulièrement l'objet de discussions au sein des associations pacifistes depuis l'introduction du service militaire. Mais c'est seulement en prenant contact avec des objecteurs français, belges et hollandais (qui rejetaient tout en bloc) que, d'une attitude marginale, se développa un mouvement qui prit régulièrement de l'ampleur.

À partir de 1974, les campagnes ne portèrent plus seulement sur des thèmes internationaux, mais sur d'autres sujets, dans lesquels les groupes d'action non-violents s'engagèrent intensément. Ainsi, par exemple, le boycott Outspan contre l'apartheid en Afrique du sud (19), ou le soutien aux travailleurs agricoles mexicains grévistes en Californie dont le syndicat avait appelé au boycott de certains exportateurs de raisins et de salades. (20) Le soutien des groupes non-violents en Amérique latine, et particulièrement du mouvement Service paix et justice (SERPAJ), dont le coordinateur Adolfo Perez Esquivel reçut plus tard le prix Nobel de la paix, commença dans les groupes de motivation chrétienne. (21)

Une série de collectifs d'entraînement pour une action non-violente se mirent en place, lesquels, grâce à des méthodes diverses, aidèrent les groupes d'action à mieux analyser la situation, à développer des stratégies et des formes d'action appropriées et à s'exercer en jouant des rôles de la manière la plus proche possible de la réalité. (22) L'Américain Eric Bachman, qui avait fait son service civil en Allemagne dans une Église historique pacifiste, se consacra à ce travail en profondeur, silencieux certes, mais efficace, en formant beaucoup de participants.

### **Contre les centrales atomiques sur la frontière française et l'importance du Larzac**

La première interaction qui eut une importance tant qualitative que quantitative entre les groupes *Graswurzelgruppen*, de taille relativement modeste mais ayant une forte conscience politique tout en étant tournés vers l'action, et les nouveaux mouvements sociaux, commença à partir de 1974 aux points chauds écologiques du triangle alémanique Alsace, sud du pays de Bade et nord-ouest de la Suisse. Deux ans auparavant, une phase offensive non-violente du mouvement écologique français avait déjà commencé en France, surtout en Bretagne et Alsace. (23)

Avant le conflit de Wyhl, les collectifs du sud du pays de Bade, au Kaiserstuhl, avaient combattu de l'autre côté du Rhin, avec les groupes antinucléaires, contre la construction du réacteur nucléaire de Fessenheim, et avaient fait barrage au site de Brisach, lequel avait été pris en compte avant Wyhl. En même temps, les membres du groupe particulièrement actif, *Gewaltfreien Aktion Freiburg* (Action non-violente Fribourg-en-Breisgau), firent connaissance des activistes français non-violents de la région voisine, comme Solange Fernex, Jean-Jacques Rettig ou Raymond Schirmer. De leur côté, ceux-ci travaillaient étroitement avec des groupes dans toute la France, dont certains pratiquaient l'opposition non-violente depuis les années 1950, comme par exemple l'Arche (de Lanza del Vasto, n.d.t.), une communauté de vie et d'action qui s'inspirait des préceptes de Gandhi (24). Ainsi, ils savaient beaucoup de choses concernant le combat non-violent, commencé en 1971 et mené de façon exemplaire sur le plateau du Larzac par des familles de paysans, lesquelles menèrent de nombreuses actions de désobéissance civile avec beaucoup d'imagination et d'humour. (25)

La résistance contre le camp d'entraînement fit très tôt l'objet d'une solidarité internationale et de réflexions à l'étranger. En faisant preuve d'une ouverture au monde impressionnante, les paysans unirent leur propre combat à un soutien, le plus souvent très pratique, provenant de mouvements de libération non-violents du monde entier et, même aujourd'hui (1992), onze ans après avoir eu gain de cause, ils continuent ce travail de solidarité internationale. (26) Au début, les paysans, qui vivaient auparavant coupés du monde, furent impressionnés, par exemple, de recevoir sur le Larzac une délégation de tribus d'Indiens d'Amérique du nord. Un Indien Hopi souligna le point commun de leur résistance contre un pouvoir central qui pratique le déracinement. Ni l'argent ni la force publique ne pouvait balayer leur lien avec leur pays natal. Il parla aussi de la tradition indienne des « grandes marches » qui non seulement avaient renforcé leur communauté, mais avaient aussi rendu leur cause célèbre dans tout le pays. Dans les années suivantes, la population du Larzac entreprit de faire le trajet de 710 km en direction de Paris, sous la forme d'un « exode » symbolique qui prit des allures de plus en plus dramatiques, afin de signaler instamment leurs préoccupations au peuple français et au gouvernement.

La résistance non-violente contre le camp d'entraînement militaire sur le plateau du Larzac dans le sud de la France constitua de 1971 à 1981 un terrain expérimental de la résistance non-violente de grande envergure, lequel fut finalement couronné de succès.

Lorsque plus de 100 000 personnes se réunirent sur le plateau du Larzac à l'été 1974 lors de la troisième grande manifestation, les 120 comités du Larzac de la France entière discutèrent l'idée d'occuper le terrain dans une action de désobéissance civile permanente, en cas d'expropriation des paysans, afin d'empêcher l'extension du camp militaire. Ce plan fut cependant abandonné au profit d'autres formes d'action (comme par exemple l'occupation progressive du terrain militaire par la communauté des paysans, ou des campagnes au niveau national telles que la résistance fiscale ou le refus de la carte d'identité militaire), vu qu'une occupation dépend de la force de la population régionale, et non de la bonne volonté de sympathisants qui vivent ailleurs.

### **Penser l'action, avant...**

Concernant l'occupation des trois sites de chantier dans le triangle alémanique, qui empêchèrent successivement l'implantation d'une usine chimique de plomb à Marckolsheim (Alsace) et celle de deux centrales atomiques à Wyhl (sud du pays de Bade) et à Kaiseraugst près de Bâle (27), le fait que les collectifs qui s'étaient très vite décidés pour une coopération au-delà des frontières, étaient conseillés et soutenus par des activistes non-violents très motivés provenant des villes voisines de Strasbourg, Fribourg-en-Breisgau et Bâle, fut très important à mes yeux. Grâce à leur implication durable et à leur façon modeste de se rendre utile, ils gagnèrent la confiance des paysans et des citoyens faisant partie des collectifs ruraux, alors que ceux-ci étaient plutôt sceptiques envers les groupes d'étudiants citoyens de gauche. Ils contribuèrent de façon importante aux décisions fructueuses des collectifs alsaciens et du pays de Bade : procéder de manière offensive et non-violente, s'allier au-delà des frontières afin d'occuper réciproquement les sites de chantier respectifs. À l'inverse, le fait d'organiser l'une des premières rencontres de l'été 1974 au col de Schelinger Höhe dans le Kaiserstuhl se révéla une bonne opération pour les groupes Graswurzel : grâce à l'intermédiaire du groupe Gewaltfreien Aktion Freiburg, les participants entrèrent en contact pour la première fois avec la problématique de l'« industrie atomique civile » lors d'entretiens avec des membres haut placés dans le collectif local. Cet accès via des contacts personnels sur place eut beaucoup plus d'impact que ne pourrait le laisser penser la littérature qui s'est penchée sur le sujet. L'occupation des sites de chantier à Wyhl au printemps 1975 joua sans aucun doute un rôle clé, aussi bien pour le mouvement anti-centrale nucléaire au niveau fédéral que pour la prise de conscience de l'ensemble de la problématique par la population allemande. (29)

La construction de la centrale atomique de Wyhl (sud du pays de Bade) fut empêchée par l'occupation de deux sites de chantier, comme ce fut le cas à Marckolsheim de l'autre côté du Rhin en Alsace pour la construction d'une usine chimique de plomb, et à Kaiseraugst (nord de la Suisse) pour une centrale atomique.

Le fait de décrire les conflits, en ne mettant en scène les collectifs que de la façon la plus avantageuse possible, n'eut pas l'effet d'apprentissage escompté. Du coup, il faudrait recourir aux rares rapports et analyses internes pour compléter les points faibles. (30) L'expérience acquise dans la résistance ne peut être d'un grand secours et une source pour d'autres endroits que si on prend en compte les conditions locales respectives, lesquelles ne se ressemblent jamais tout à fait. On ne peut développer des stratégies appropriées que si on a, auparavant, analysé le rapport de forces exact entre les exploitants de sites et les opposants, entre la signification économique du projet et la répression étatique à laquelle on peut s'attendre, entre l'engagement au sein des collectifs et l'ambiance au sein de la population.

Lorsque des collectifs nord-allemands essayèrent de faire à Brokdorf et Grohnde, ce qui avait bien réussi dans la région alémanique (c.-à-d. l'occupation de chantier), ils ne firent pas assez d'efforts auparavant pour analyser et mettre au point d'autres méthodes qui auraient été mieux adaptées à leur situation. Les collectifs étaient beaucoup moins ancrés dans la région de la Wilster Marsch et du Weserbergland que leurs modèles. Par exemple, alors que les vigneron et les planteurs de tabac au Kaiserstuhl craignaient pour leur chiffre d'affaire avec la centrale atomique, dont les tours de refroidissement auraient augmenté la production de brouillard dans la région, les gens dans le nord ne se sentaient pas aussi concernés.

À Brokdorf et Grohnde (comme en France à Malville), les opposants à la centrale commirent l'erreur fatale de croire que le manque de résistance sur place pourrait être compensé par des collectifs de gauche venant des villes. De plus, le fait de croire au droit du plus fort était très répandu dans la « gauche bourgeoise » (ce qui est complètement absurde, surtout par rapport à l'autorité publique) et renforçait ainsi le déséquilibre. Cette façon de penser que « les gens de la ville sont de gauche » poussa de nombreux citoyens sur place, qui étaient auparavant apolitiques, à se retrancher dans une position passive, voire légaliste. Les collectifs sur place se sentirent vraiment démunis lorsqu'ils ne purent rien faire d'autre que d'assister à la confrontation entre deux groupes en uniformes qui s'étaient postés l'un en face de l'autre dans les chantiers transformés en camps retranchés, en attendant de s'affronter avec violence : d'un côté des « autonomistes » masqués, de l'autre des policiers en équipement de combat. Après coup, j'émetis un avis très critique sur le point de vue volontariste de nos groupes non-violents concernant certains points. Selon la devise « Wyhl est partout », nous pensions qu'il était possible de répéter l'exemple de l'occupation de terrain, lequel avait bien réussi l'année précédente, à des endroits où les conditions n'étaient pas les mêmes au départ (comme notamment le processus d'armement de la police) - mais c'est seulement en analysant après-coup nos échecs que nous le constatâmes. (31)

Après la publication à 25 000 exemplaires d'une Déclaration, à l'intention de la population, des collectifs du nord de l'Allemagne et des associations de protection de la vie, en décembre 1975, dans laquelle, se référant directement à l'exemple de Wyhl, les auteurs faisaient part de la décision des collectifs d'occuper les terrains de façon non-violente, il était trop tentant de se livrer à un essai. À la demande du collectif Umweltschutz Unterelbe Wewelsfleth - Brokdorf (Protection de l'environnement Elbe inférieure Wewelsfleth - Brokdorf), je mis au point un tract dans lequel le comportement non-violent était expliqué à l'aide d'exemples pratiques et était déclaré ligne conductrice du collectif. (32)

Mais ce n'était pas suffisant pour que le collectif local puisse en faire un prospectus dans lequel on aurait exigé une démarche non-violente, et il ne put imposer cette ligne conductrice en raison d'un manque de préparation. Le 30 octobre 1976, à la première tentative d'occupation de terrain, tout sembla bien se passer, jusqu'à ce que la police se mette à évacuer brutalement les lieux, au contraire des engagements pris par ailleurs. (33) Mais c'est au plus tard, lors de la deuxième tentative d'occupation, le 13 novembre 1976, que les opposants à la centrale (lesquels venaient de la région de la Wilster Marsch) se trouvèrent face à une situation qui les dépassa complètement.

L'intervention exagérée de la police la première fois, et la mise en place autour du chantier d'une barrière qui faisait penser à la frontière avec la RDA (il ne manquait que les miradors), provoqua certains manifestants qui venaient de la ville, de sorte que ceux-ci ne réagirent pas seulement de manière défensive contre les canons à eau et les matraques, mais qu'ils s'équipèrent aussi en vue de l'assaut des places fortes défendues par les forces de police. Les blocages massifs empêchèrent tout dialogue avec les policiers - alors qu'à Wyhl des discussions eurent lieu pendant des jours avec la police par-dessus les barbelés, qui étaient « légers » à comparer, contribuant ainsi de beaucoup à ce que la police se fût retirée lors de l'occupation. Le recours à l'armement des deux côtés entraîna une

escalade des affrontements violents. À côté des groupes d'action non-violents venant de Hambourg et d'autres villes, les « pasteurs de Brokdorf » essayèrent courageusement d'impliquer l'autorité de leur ministère en vue de réussir l'occupation non-violente. Mais même cela n'empêcha pas la bataille entre la police et les manifestants.

### Vers la désobéissance civile concrète

Les groupes d'action non-violents tirèrent les conséquences des nouveaux affrontements violents qui eurent lieu lors de la deuxième tentative d'occupation du site à Brokdorf à la mi-novembre 1976. L'une d'elle résidait dans le renforcement des discussions avec les collectifs (34), au sujet de la désobéissance civile, au niveau local comme au niveau fédéral. (35)

De plus, une idée provenant de l'étranger (de l'Italie, de France et des Pays-Bas) fit son apparition en tant qu'alternative au combat militaire. (36) Dans chaque foyer, via le compteur électrique et la facture d'électricité, il existe une relation directe avec les centrales nucléaires, et donc un point de départ facilement accessible pour chaque citoyen pour permettre de discuter ou pour pratiquer le refus par la désobéissance civile. Après un travail approfondi effectué auprès du public dans l'ensemble du mouvement anti-nucléaire de la République fédérale (37), le coup d'envoi pour la campagne du boycott des paiements de facture eut lieu lors d'une double manifestation le 19 février 1977 à Brokdorf et Itzehoe, où le groupe Hamburger Initiative Kirchlicher Mitarbeiter und Gewaltfreie Aktion (Initiative de Hambourg des employés ecclésiastiques et action non-violente) présenta cette forme d'action au public. La préparation minutieuse de cette action permit, à partir du 1er octobre 1977, de commencer le refus de paiement de facture d'électricité à Hambourg, alors que les 1000 déclarations d'intention prévues au départ étaient loin d'avoir été atteintes. (38) Après les premières expériences faisant suite aux réactions de la centrale électrique de Hambourg (HEW) et devant les tribunaux, le boycott commença au printemps 1979, dans une série de villes allemandes, pratiquement simultanément. Le poste d'informations de Dortmund alimenta 84 groupes et 55 cabinets d'avocats avec les derniers rapports, remarques juridiques et avis politiques (état : juin 1982). (39)

Je trouve remarquable que, dans nombre de villes, les boycotteurs ne se soient pas perdus de vue, même bien longtemps après la fin de la campagne. Bien des années plus tard, les collectifs de boycott du recensement prirent comme base de départ les rapports des « boycotteurs de l'électricité ». Pendant la guerre du Golfe, on put même observer la façon dont les anciens participants au boycott de l'électricité s'impliquèrent grâce à leur expérience acquise au sein des collectifs pour le refus de payer l'impôt de guerre.

Des groupes d'action non-violents en tirèrent une autre conséquence lorsque, le 19.02.1977, avec un nombre relativement restreint de personnes soigneusement choisies, ils occupèrent le chantier pour la centrale nucléaire de Grohnde. (40) Ils refusaient ainsi le clivage entre les groupes « bourgeois » et « autonomes » (qui manifestaient le même jour à Itzehoe et devant le chantier de Brokdorf) et ils envoyaient en même temps un signal en montrant que la désobéissance civile était faisable, dans la mesure où les personnes choisissaient elles-mêmes le site et la forme d'action et dans la mesure où chaque participant s'était déclaré favorable à l'absence de violence et s'était préparé en conséquence. Cependant, dans le cas de Grohnde, même les collectifs locaux trouvaient qu'un comportement violent était trop risqué ; c'est pourquoi les occupants se retirèrent volontairement. On ne s'étonnera donc pas trop que, un mois plus tard, les collectifs du Weserbergland n'eussent aucune alternative convaincante à proposer lorsque des groupes extérieurs, lesquels étaient surtout d'obédience communiste, entreprirent une occupation qui se termina en une « boucherie » avec la police. (41)

Le fait qu'un événement aussi dramatique n'entraîna pas de résignation fut démontré par l'occupation du site de la tour de refroidissement à Grohnde, le 13 juin 1977, laquelle dura plusieurs mois et eut un succès relatif, et à laquelle le groupe d'Action non-violente de Göttingen participa. (42) Dans les années suivantes, une série de blocus non-violents fut organisée à Brockdorf sans qu'il y eût le moindre acte de violence de la part des manifestants. Les actions eurent sciemment lieu en dehors des grandes manifestations, vu que, pour la réussite de l'entreprise, le fait

de se mettre d'accord sur un mode de comportement non-violent était plus important que le nombre de participants. (43) Après Tchernobyl, Brokdorf fut ainsi bloqué pendant trois ans, mois après mois. (44)

### Vers les États-Unis, l'exemple de Seabrook

De la même façon qu'il y eut une étincelle en provenance de la France (Larzac, Alsace) en direction de Wyhl, il y eut aussi une impulsion depuis le Kaiserstuhl vers le mouvement américain anti-nucléaire (après s'être enrichie des expériences américaines, l'influence revint des États-Unis vers l'Allemagne, en passant par Gorleben - et eut ensuite beaucoup d'effet, surtout dans les campagnes du Mouvement pour la paix).

À l'occasion de la conférence de l'Internationale des résistant(e)s à la guerre à l'été 1975 à Nordwijkerhout (Hollande) qui dura trois ans, il y eut, avec la délégation américaine, des activistes qui firent le déplacement pour planifier la résistance contre la centrale nucléaire prévue à Seabrook (New Hampshire). Ils profitèrent de l'occasion pour aller à Wyhl et pour s'informer sur le site occupé de ce que faisait le collectif du pays de Bade et d'Alsace. De retour aux États-Unis et dans leurs groupes (en particulier dans le Movement for a New Society (mouvement pour une nouvelle société)), les visiteurs de Wyhl mirent au point une stratégie pour Seabrook, laquelle reprenait, en plus des idées venant de Wyhl, des expériences provenant du mouvement des droits civils des Noirs, des collectifs d'entraînement, ainsi que des principes de décision et d'organisation des quakers et des anarchistes : le principe de consensus et le système de groupes de référence. (45)

Au bout de sept années de litiges infructueux avec les autorités compétentes et devant les tribunaux administratifs, la résistance contre la centrale nucléaire près de Seabrook prit une tout autre tournure lorsqu'une tour du chantier fut occupée en janvier 1975 pendant 36 heures, alors qu'il faisait dehors plusieurs degrés en dessous de zéro. Cela fut suivi en avril 1975 par une marche de 85 lieues, depuis le site administratif de la société d'électricité jusqu'au chantier. Après la visite à Wyhl (dont nous avons déjà parlé) de quelques activistes de la côte est, un film sur l'occupation du chantier au Kaiserstuhl fut montré aux collectifs depuis Philadelphie jusqu'à New-York. Une rencontre en juillet 1976 de 150 opposants à la centrale nucléaire aboutit à une décision unanime pour occuper le chantier de Seabrook - le début d'une campagne qui ira en s'aggravant. Lors de cette rencontre, les différents groupes fondèrent la Clamshell-Alliance (Alliance de la palourde). Bien que tous les participants de cette alliance hétéroclite ne soutinssent pas l'absence de violence, ils s'accordèrent quand même sur un mode actif non-violent pour cette campagne.

Le 1er août 1976 vit le départ de la première occupation symbolique de chantier, avec 18 participants. Leur nombre augmenta à chaque action : 180, 1 800... Un entraînement intensif les avait préparés à toutes les éventualités, même à leur arrestation. Le comportement de toute évidence non-violent des occupants, et la réaction dure des forces de l'ordre lors de l'évacuation, entraînèrent un net soutien de la campagne au sein du mouvement anti-nucléaire. La deuxième occupation fut préparée sans tarder, elle eut lieu le 22 août 1976 avec 1000 participants au total. Ceux-ci commencèrent à reboiser le chantier avec des érables et d'autres plantes avant que 180 d'entre eux ne furent arrêtés. L'arsenal de la Garde nationale dans lequel ils furent enfermés fut assiégé sans interruption jusqu'à leur libération le jour suivant. Les actions de l'alliance Clamshell, lesquelles étaient préparées avec soin et réalisées dans la bonne humeur, mais dont la radicalité augmentait en même temps que le nombre de participants, entraînèrent un net revirement de la population de la région, qui passa d'une observation apathique-méfiante à un soutien croissant, de sorte qu'une troisième tentative d'occupation les 30 avril et 1er mai 1977 semblait très prometteuse.

Le groupe d'affinité (groupe de référence) constituait l'unité structurelle fondamentale de l'organisation d'occupation. Chacun de ces groupes était composé de 10 à 20 personnes, lesquelles avaient auparavant suivi un entraînement commun portant sur l'action non-violente. Pendant des mois, les entraîneurs mirent en place des ateliers d'entraînement, de sorte que, le dimanche 1er mai à 12 heures, chacun des 2 000 occupants était familiarisé aux possibilités de réagir de manière créative et non-violente face à des situations éventuellement dangereuses... Chaque groupe devait nommer un peacekeeper (gardien de la paix), un responsable chargé du ravitaillement et du soutien (Support Person), un Medic (secouriste), un responsable chargé des médias et un spoke (porte-parole)...

Dès qu'une décision devait être prise pour la communauté des occupants, les différents responsables se réunissaient d'abord et essayaient d'obtenir l'unanimité pour la question actuelle. Ensuite, les porte-parole de chaque groupe d'affinité se retrouvaient et essayaient de leur côté de trouver une solution à l'unanimité. Les informations échangées durant les réunions des porte-parole et les décisions éventuellement prises étaient ensuite rapportées par les porte-parole dans leurs groupes pour y être discutées. Les porte-parole se retrouvaient ensuite de nouveau. Les porte-parole devaient parfois faire la navette entre les deux groupes afin d'arriver à une décision commune. Plus tard, lorsque nous fûmes sur le chantier, l'assemblée des porte-parole s'avéra être un obstacle, à cause de sa taille, pour prendre des décisions rapides, et les porte-parole choisirent en leur sein un organe de décision de 15 personnes, le Decision Making Body... (46)

De nombreux lecteurs auront sûrement déjà reconnu le système des groupes de référence avec lequel des actions de blocus avaient été réalisées en Allemagne dans les années 1980, à Mutlangen, Hunsrück et de nombreux autres camps militaires. Sur le plan extérieur, l'occupation de Seabrook ressembla d'abord fortement à celle de Wyhl. La masse des occupants pénétra par l'ouest sur le terrain pendant que deux groupes locaux progressaient à travers le terrain marécageux du chantier. Un quatrième groupe de 100 personnes environ arriva par la mer sur des bateaux de pêcheurs sympathisants. Comme seule une partie du terrain était bloquée par des grilles et que les agents de sécurité surveillaient les baraques et véhicules de chantiers qui s'y trouvaient, un village anti-nucléaire, composé de tentes, put se mettre en place : le Freebrook. Après qu'une demande de la police de quitter volontairement les lieux n'eut aucun effet, une vague d'arrestation de 14 heures commença jusqu'à ce que les 1 414 occupants « qui attendaient patiemment » (dpa) fussent arrêtés et transférés en bus scolaires et véhicules militaires dans cinq arsenaux de la Garde nationale. Mais les problèmes ne firent que commencer pour les autorités vu que, suivant le principe « Personne ne part avant que chacun ait la permission de partir », l'occupation continua dans les prisons improvisées qui furent transformées par les prisonniers (qui n'avaient pas trop de remords) en « territoires libérés avec leur propre infrastructure ». L'action coûta à l'État 50 000 dollars par jour (Reuter, 5 mai 1977) vu que les prisonniers refusèrent de payer une caution. Finalement, le gouverneur dut faire un appel aux dons. Cela prit deux semaines avant que chacun des participants ne fût condamné à deux semaines de prison et 100 dollars d'amende. Les derniers 550 occupants ne furent libérés que le 15 mai.

### **Gorleben, le début**

Le 22 janvier 1977, à la désignation de Gorleben comme site pour le centre d'élimination des déchets nucléaires (y étaient prévu une usine de retraitement nucléaire et un camp de stockage intermédiaire et définitif pour déchets radioactifs), les habitants du département Lüchow-Dannenberg, plutôt conservateurs, se mirent à craindre une « bataille » entre les manifestants venus exprès d'autres régions et les forces de l'ordre. Cette peur fut attisée de manière démagogique par les hommes politiques de la CDU afin de justifier la présence permanente, et en très grand nombre, de la police. Mais le collectif de Lüchow-Dannenberg avait aussi des difficultés à prendre position afin de satisfaire aussi bien la conscience de la majorité de la population dans la région du Wendland que l'impatience des collectifs des grandes villes.

Bien que, au départ, la plupart des actions directes venaient des membres des collectifs ou des collectifs d'urgence ruraux, ou du moins avaient leur soutien, ces derniers évitèrent, durant la première décennie du conflit, de porter personnellement ou au nom de leur organisation, la responsabilité directe. Il ne fut alors pas facile d'obtenir la protection attendue contre des procédures pénales, des demandes d'indemnisation ou en cas de perte du caractère d'utilité publique. À mon avis, les résistants de Gorleben renoncèrent à un élément essentiel de la désobéissance civile. Le fait de reconnaître publiquement une violation, effectuée consciemment, de la législation permet de présenter les motivations de manière détaillée. Si les médias jouent le jeu, la sympathie ainsi créée au sein d'une partie de la population est souvent un moyen efficace de protection contre la répression. Le fait d'essayer d'y échapper est interprété comme un aveu du caractère répréhensible de cette action.

La façon dont furent traitées les conséquences d'un blocus de tracteurs en mars 1979, lorsque des engins de forage furent justement garés sur le terrain de la coopérative agricole de Lüchow, fut révélateur. Face à la police, les conducteurs de tracteurs nièrent avoir été là. Des enregistrements vidéo de la police permirent quand même de porter plainte, nombre de paysans furent condamnés. De plus, la « responsabilité solidaire », une mesure utilisée en Basse-Saxe depuis Grohnde envers les opposants au nucléaire, et de façon aléatoire, pour réclamer de fortes sommes en dommages-intérêts envers une seule personne, avait un effet intimidant. À mon avis, une position qui aurait dû avoir un effet protecteur eut en fait un effet démobilisateur, au moins temporairement, sur la résistance de la région du Wendland.

Contrairement au Larzac ou à Wyhl, il n'y eut pas à Gorleben de décision partagée par tous les opposants au projet et portant sur une désobéissance civile exercée au grand jour. La querelle sur la violence ou la légalité fit passer cette troisième voie au second plan. Elle prit de l'ampleur lors de la rencontre interrégionale de Trebel et empêcha considérablement l'unité d'action. À cet endroit, je me limite à esquisser les impulsions de la part des groupes d'action non-violents de 1977 à 1980. (47)

Un bon nombre d'opposants anti-nucléaires allemands avaient vécu à l'été 1977 les altercations sanglantes concernant le surgénérateur de Malville en France (lesquelles étaient la suite d'une mauvaise analyse des rapports de force effectuée par les non-violents français, comme ce fut le cas pour Brokdorf fin 1976). Lors d'un premier camp d'été de sympathisants extérieurs, une discussion enflammée eut lieu à propos d'une éventuelle grande manifestation à Gorleben.

### **Gorleben partout**

Une partie des participants, tout comme le collectif local, refusait qu'une telle action centralisée ait lieu sur place, mais ne voulait pas rester dans la défensive. Selon la devise « Gorleben est partout », une « amicale de Gorleben », qui se réunit plusieurs fois à partir d'octobre 1977, commença à développer un concept de résistance décentralisé. Au lieu de concentrer tous les efforts sur une action de masse à la barrière du chantier, on demanda aux collectifs de chercher dans leurs lieux d'origine des points de départ pour des actions qui permettraient de faire connaître Gorleben en dehors de la région. Le 30 juin 1978, les activités décentralisées furent mises en commun lors d'une journée d'action fédérale. Plusieurs actions publiques pleines d'imagination eurent lieu à 16 endroits différents, par exemple, à Hambourg, avec un « tapis humain » devant le bâtiment administratif HEW (à l'époque, le seul fournisseur en électricité de la ville, n.d.t.). (48) La deuxième journée d'action fin octobre 1978 couvrit 42 sites, avec 3 000 participants environ. Des blocus devant les entreprises d'électricité à Hambourg, Francfort et Göttingen firent partie des actions les plus spectaculaires.

Lors de la première rencontre fédérale de toutes les initiatives de Gorleben, à la mi-décembre 1978, il y eut une « bataille de Gorleben dans la salle », où on put avoir l'impression qu'il s'agissait de déterminer les territoires d'influence de l'aile « autonome », ou non-violente, du mouvement anti-nucléaire. Avant d'avoir pu se quereller lors de la rencontre fédérale suivante à la mi-février à Braunschweig, sur la question qui divisait tout le monde, à savoir « grande manif à Gorleben ou pas », les agriculteurs de la région du Wendland eurent « une manière élégante » (D. Halbach) de régler la question : ils décidèrent d'une marche qui irait de Gorleben à Hanovre. Cette forme d'action avait été directement reprise du Larzac, ainsi que le motif du badge et des affiches : le panneau de circulation « Sens interdit ! », avec l'inscription dessus « Gorleben » (au lieu de « résistance au Larzac »).

Le réseau décentralisé des amicales de Gorleben se fit vraiment sentir au début de la prospection du dôme de sel de Gorleben le 14 mars 1979. Dans toute la République, des affiches portant l'inscription « Gorleben ist überall » (Gorleben est partout) furent placardées sur les panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération. Près de 28 000 personnes participèrent à 60 actions dans 40 villes. (49). Dans le Wendland, il y eut des sit-in pendant une semaine ainsi que la marche déjà mentionnée. La fin de la marche vers Gorleben (25-31 mars 1979) ne tomba pas seulement en même temps que l'audience internationale de Gorleben, mais aussi avec la catastrophe du réacteur de Harrisburg. L'accueil de la colonne de marcheurs à Hanovre par 100 000 manifestants donna le signal d'une certaine

percée. En mai 1979, le ministre-président, M. Albrecht, renonça (temporairement) à Gorleben en tant que site d'usine de retraitement, car il ne voulait « pas de guerre dans le pays ». C'était en fait un coup stratégique pour calmer les esprits, comme le révéla une lettre confidentielle d'Albrecht envoyée au chancelier Schmidt le 8 juin 1979, et remise deux mois plus tard par des inconnus au collectif de Lüchow-Dannenberg. Dès le 1er novembre 1982, le collectif découvrit de nouveaux plans pour l'usine de retraitement, sur le site de Dragahn, qui n'est éloigné de Gorleben que de 15 km. (50)

L'été 1979 fut celui des préparatifs pour le début des forages en profondeur, les heurts concernant le mode d'action continuaient de manière fastidieuse. Une conférence fédérale en mai s'était même décidée pour une grande manifestation à Gorleben, au début des travaux de forage, contre la volonté expresse du collectif ! Fin août, le comité directeur du collectif, lequel s'était détaché des discussions qui avaient lieu au sein des conférences fédérales ou des groupes locaux des collectifs du Wendland, appela pour la première fois des sympathisants extérieurs à participer aux actions permanentes de résistance sur les sites de forage. La veille au soir du premier forage (là où se trouve aujourd'hui le camp intermédiaire), le 10 septembre 1979, les « femmes de Gorleben » organisèrent un pique-nique sur place afin de rester jusqu'à l'arrivée des bûcherons qui venaient, sous escorte policière, pour défricher la forêt. Dans une action dramatique, chaque arbre fut défendu un par un, sans violence, il fallut même aller chercher des manifestantes qui avaient grimpé dans les arbres. Durant deux semaines, des manifestants, extérieurs pour la plupart, essayèrent de bloquer l'entrée des engins de chantier jusqu'à ce qu'ils dussent abandonner face à la présence massive de policiers et de CRS. Une manifestation qui avait bien commencé sur le site de forage se finissait dans la frustration et le désarroi : pendant qu'on érigeait une estrade pour les orateurs sur une remorque de tracteur, des manifestants masqués arrachaient des lanternes à l'autre bout du chantier. Un agriculteur muni d'un haut-parleur menaça de faire asperger les saboteurs par les pompiers volontaires avant même d'avoir commencé, la manifestation prit fin dans le mécontentement général.

Le travail autonome de l'amicale (qui agissait de manière décentralisée) avait diminué les mois précédents, certains groupes d'action non-violents comme à Hambourg ou Göttingen continuèrent leur travail sur Gorleben, dans les localités alentours et lors de fréquentes visites dans le Wendland. Le groupe de référence de Berlin, Klatschmohn, qui avait séjourné à l'été 1978 aux USA et y avait étudié le mouvement anti-nucléaire, prit bientôt un rôle important. (51) Lors d'un séminaire de 3 semaines au Life Center de Philadelphie, ils firent connaissance des méthodes les plus importantes relatives à la planification et à la préparation systématiques d'actions de désobéissance civile. L'expérience acquise à Seabrook joua un rôle particulier, aussi bien lors de ce séminaire que pendant des séjours suivants dans différents collectifs.

### Le Wendland

De retour des USA, le groupe Klatschmohn s'immisça de manière intensive dans la discussion relative à la façon de faire à Gorleben et devint, à côté de nombreux autres représentants de groupes d'action non-violents, un facteur important pour préparer et réaliser l'occupation (connue sous le nom de République libre du Wendland) du forage 1004 en mai 1980. Le groupe d'action non-violente de Tübingen prit l'exemple de Seabrook comme point de départ lorsqu'il partit pour une semaine en octobre 1979 dans le Wendland pour y faire des blocus. (52)

Le plan d'occupation du chantier prit forme sous l'influence des défaites répétées subites dans le combat contre l'établissement du deuxième point de forage, et ne put se mettre en place, malgré une certaine défiance, que grâce à l'engagement opiniâtre que montrèrent quelques personnes pendant des mois. Je me rappelle très bien ce qu'avait dit une femme qui avait déménagé dans le département afin de pouvoir se consacrer le plus intensément possible à la résistance. « On s'est tellement dépensés qu'on doit maintenant de nouveau mettre sur pied un très grand truc, sinon ce sera bientôt la fin de la résistance du Wendland. » Le plan d'occupation non-violente par des groupes de référence, et qui fut présenté lors de la rencontre de Trebel le 2 février 1980, et dans le journal « taz » le 8 février 1980, rencontra un écho très partagé. Dans les groupes locaux des collectifs régnait une certaine réticence, dans les groupes extérieurs on se disputait de nouveau à propos de la violence/non-violence, alors que les groupes et collectifs non-violents donnaient leur approbation. On peut dire que la composition d'une réunion de préparation le 1er mars 1980 fut significative en ce qui concerne la répartition de l'engagement pour cette action. Parmi les 70 invités qui regardèrent des diapos sur les occupations de terrain à Wyhl, Grohnde et Seabrook afin d'en tirer quelque chose pour l'action prévue, il y avait 5 agriculteurs et tout au plus 20 membres du collectif de Lüchow-Dannenberg.

Malgré tout, à la fin de la réunion des femmes qui eut lieu à Pâques, la décision fut prise, le 6 avril, d'occuper le terrain à partir de début mai. Cet article n'est pas l'endroit pour rendre compte des 33 jours que dura l'action. (53) Il me semble remarquable que d'un côté, la discussion de fond sur la non-violence, le système de groupes de référence et le principe du consensus se ranimait toujours de nouveau, ne serait-ce que parce que ce n'était jamais les mêmes occupants. Il y eut même des manifestations sur place contre le conseil des porte-parole ! D'un autre côté, la confiance envers la force du comportement non-violent augmentait au fur et à mesure que durait l'action, ou du moins qu'une évacuation par les forces de police devenait de plus en plus probable.

Cette occupation de quatre semaines du point de forage 1004 constitua une expérience importante dans la résistance contre les installations de stockage des déchets nucléaires qui durait depuis 36 ans déjà.

Un an après l'évacuation du point de forage 1004, l'Académie protestante de Loccum organisa une discussion portant sur les événements, entre les représentants de la police, des collectifs et de l'Église. Je fus choqué par la façon dont le chef de l'opération relata, sans ressentir le moindre doute, comment les policiers avaient été préparés à leur difficile intervention. On avait montré aux jeunes policiers de la brigade anti-émeute, qu'on était allé chercher bien loin (les policiers du coin « courant trop le risque » de sympathiser avec les manifestants), non seulement des films vidéos d'altercations violentes à d'autres endroits, comme lors de combats urbains, mais on leur avait assuré aussi que des armes à feu étaient enterrées sur la place du village. Le fait de mélanger avec tant de facilité l'inquiétude et la dénonciation sans preuve me choqua, car chaque policier en civil aurait pu se convaincre, lors de discussions quotidiennes dans la République du Wendland qu'il n'y avait aucune base de résistance violente parmi les occupants ! Évidemment, on ne trouva jamais les dépôts d'armes, mais les CRS, avec leurs visages maquillés en noir, avaient l'air de partir de ce principe lors de leur intervention. Avec cette création délibérée d'images de l'ennemi, le comportement courageux et avisé des « habitants libres du Wendland » trouva une confirmation a posteriori au cours de l'intervention policière qui fut une des plus massives de l'après-guerre. Les quatre semaines sur le 1004, avec l'occupation réussie et ayant bénéficié d'une grande visibilité, et la communauté ressentie de manière positive dans le village de cabanes malgré tous les conflits, restent une expérience durable pour le Wendland et le mouvement anti-nucléaire national. Malheureusement, il n'y eut aucune évaluation poussée et commune de l'action - alors que cela fait normalement partie intégrante de toute action non-violente. C'est pourquoi certains se sentirent plutôt renforcés dans leurs préjugés : les uns ressortirent renforcés par la persévérance exemplaire du caractère non-violent de l'action, les autres se sentirent renforcés dans leur scepticisme et jurèrent de ne plus se lancer dans une telle action sans issue, action qu'ils avaient ressentie comme humiliante.

Dans le Wendland, la lutte pour une stratégie de résistance effective, orientée sur la base de la non-violence, continue jusque dans le présent (le 22 février 1992, le conflit de Gorleben durait depuis 15 ans déjà !). En 1981, je déménageai dans le Wendland afin d'aider à y mettre en place un lieu de formation et de rencontre pour une action non-violente. (54) En tant que membre du collectif, je devins observateur participant sur place et apportai mon expérience dans le programme de formation pour collectifs et groupes engagés pour la paix. Bien que j'eusse déjà connu de près plusieurs conflits, dont certains se terminèrent avec le succès de la résistance non-violente, je me sentais aussi démuni face à une politique de marketing que des citoyens du Wendland qui s'engageaient politiquement pour la première fois. Il faut toujours trouver de nouvelles solutions, il n'existe pas de solutions toutes faites pour la réussite de la résistance non-violente. La chaîne d'apprentissage décrite dans le présent article, et qui va du Larzac à Gorleben, en passant par Wyhl, Grohnde et Seabrook, continue jusqu'à aujourd'hui. Les blocus du camp d'armes atomiques de Großengstingen en 1982, au cours duquel on fit d'autres expériences avec le système du groupe de référence et le principe du consensus, apportèrent de nouvelles impulsions. (55) Sans l'expérience faite à Großengstingen (56), les actions de blocus lors de l'affrontement portant sur le « rééquipement » à Mutlangen ou dans le Hunsrück par exemple, seraient impensables...

Avec cette ébauche de processus d'apprentissage, j'espère avoir réussi au moins à esquisser comment des nouveaux mouvements sociaux peuvent profiter de l'investissement de petits groupes qui font particulièrement attention à la préparation et au respect de la non-violence active dans la résistance.

Pour finir, j'aimerais ajouter que cet article n'a pas la prétention de prendre en considération chacun des facteurs et impacts qui firent avancer la théorie et la pratique de la résistance non-violente des années 1970. Il s'agit plutôt d'encourager plus de gens à analyser les expériences issues de la désobéissance civile. Un point de départ à cela constitue le centre Archiv Ökologie und Frieden (Archives écologie et paix) de Hambourg, une collection de documents pour les mouvements non-violents et extra-parlementaires depuis 1945 (57), aujourd'hui Archiv Aktiv.

### Notes :

1. Voir surtout les livres écrits par et sur Gandhi, parus aux éditions Rotapfel à Zurich et Leipzig (en allemand, n.d.t.), par exemple : M. Gandhi : Jung-Indien. Aufsätze aus den Jahren 1909-1920. Sélection de Romain et Madeleine Rolland, Zurich, 1924.  
Romain Rolland : Mahatma Gandhi, 1925.  
Emil Roniger (édit.) : Gandhis Leidenszeit, Zurich, 1925.  
Franz Kobler (édit.) : Gewalt und Gewaltlosigkeit. Handbuch der aktiven Gewaltlosigkeit, Zurich, 1926.  
Fritz Dietrich (édit.) : Die Gandhi-Revolution, Dresde, 1930.
2. Wolfgang Hertle : Von Aktivisten und Reservisten. Anmerkungen zum Zustand der « gewaltfreien Bewegung » in der Bundesrepublik. Gewaltfreie Aktion, n° 41/42, 3e et 4e trimestres 1979, p. 1-8.
3. Entre 1885 et 1920, la plupart des écrits d'éthique sociale de Léon Tolstoï ont été publiés en langue allemande, puis ensuite presque seulement les romans et essais. La réédition des écrits critiques envers la religion et la société a commencé en 1990, éditeur Raphael Loewenfeld, Munich en 14 volumes.
4. Cf. la contribution abrégée de Christian Mellon dans ce livre, page 47, Ziviler Ungehorsam. Die Geschichte eines Begriffes von Thoreau bis in unsere Tage.
5. La recherche historique sur la paix a presque complètement effacé jusqu'à présent les partisans de l'action directe non-violente au sein du mouvement allemand pour la paix. Cf. entre autres :  
Reinhold Lütgemeier-Davin : Pazifismus zwischen Kooperation und Konfrontation. Das deutsche Friedenskartell in der Weimarer Republik, Cologne, 1982.  
Karl Holl : Pazifismus in Deutschland, Francfort, 1988.  
Friedensanalysen, n° 23 : Lehren aus der Geschichte ? Historische Friedensforschung. Francfort, 1990.
6. Schriftenreihe zur Friedenskunde 3 : Über die Gewaltlosigkeit. Mahatma Gandhi und die deutsche Friedensbewegung 1948/49. St. Georgen, 1991 (article tiré du « Der Friedensbote » / Friedensrundschau).
7. WRI : War Resisters' International.  
Cf. : Wolfram Beyer : Widerstand gegen den Krieg. Beiträge zur Geschichte der War Resisters' International, Berlin, 1989.
8. Nikolaus Koch : Die moderne Revolution. Gedanken der gewaltfreien Selbsthilfe des Volkes, Tübingen, 1951.  
Également : Staatsphilosophie und Revolutionstheorie, Hambourg, 1973.
9. René Leudesdorff : Wir befreien Helgoland. Die friedliche Invasion 1950/51. Husum, 1987.
10. Theodor Ebert : Soziale Verteidigung, 2 volumes, Waldkirch, 1982.  
Gernot Jochheim : Soziale Verteidigung - Verteidigung mit einem menschlichen Gesicht. Dusseldorf, 1988.
11. Theodor Ebert : Gewaltfreier Aufstand - Alternative zum Bürgerkrieg. Fribourg-en-Breisgau, 1968, de nouvelles éditions depuis, la dernière à Waldkirch.
12. Wolfgang Kroner et Wolfgang Hertle.
13. W. Hertle : Ein Kriegsdienstverweigerer im Gefängnis in Barcelona. GA, n° 13/14, 3e et 4e trimestre 1972, p. 34-40.
14. W. Hertle : Zur Freilassung Wolfgang Kroners. GA, n° 14, 1er trimestre 1973, p. 41-43. Le constat d'une juge d'instruction de Berlin envers l'auteur, pourquoi la procédure pour « infraction à la loi sur le périmètre de sécurité » avait été abandonnée quelques mois plus tard, met en évidence la relativité dans l'appréciation juridique de la désobéissance civile, à chaque fois selon des motifs d'opportunité politiques : « La procédure est close vu que l'action a eu du succès » !
15. Bodo Manstein et Nikolaus Koch : Die Freiwilligen Ausbildung zur gewaltlosen Selbsthilfe und unmilitärischen Verteidigung, Göttingen, 1959.
16. Peace News - For nonviolent revolution est édité depuis 1936. Nous le recommandons pour s'informer sur l'action et la discussion au sein du mouvement mondial non-violent.
17. W. Hertle : Lieber heute aktiv als morgen radioaktiv ! Die internationale Kampagne gegen die französischen

Atomtests. GA, n° 17/18, 3e et 4e trimestres 1973, p. 12-33.

18. Gruppe Gewaltfreier Kollektiver Widerstand gegen Kriegs- und Ersatzdienste (édit.) : Dokumente zum Widerstand gegen die Wehrpflicht, Kassel, 1978. 6e édition, 1982.

19. Concernant le boycott Outspan voir : GA, n° 21/22, 3e et 4e trimestres 1974, p. 58-63. Sur le développement du groupe Graswurzel : W. Hertle : Graswurzelrevolution in der Bundesrepublik. Ansätze einer Bewegung für gewaltfreie Gesellschaftsveränderung durch Selbstorganisation und Macht von unten. Vorgänge, n° 31 (1978), p. 85-91.

Günter Saathoff : Graswurzelrevolution - Praxis, Theorie und Organisation des gewaltfreien Anarchismus in der Bundesrepublik, 1972-1980. Vervielfältigte Diplomarbeit. Marburg. 1980.

20. A. Meyer et K.K. Rabe ! H. Tonn : Wir kämpfen um unser Leben. Unterdrückung und Widerstand der Landarbeiter in den USA, Berlin, 1977.

21. Josef Geue : Strategie der gewaltlosen Befreiung in Lateinamerika. GA, n° 19/20, 1er et 2e trimestre 1974, p. 30-33.

22. Heinz Rothenspieler : Training in gewaltfreier Aktion. Fortschritte in den USA - Anfänge in Europa. GA, n° 23, 1er trimestre 1975, p. 14-19.

23. W. Hertle : Skizze der französischen Ökologiebewegung. GA, n° 26/27, 4e trimestre 1975/ 1er trimestre 1976, p. 41-58.

24. Albrecht Schmelzer : Die Arche. Experimente einer Gesellschaft ohne Gewalt, Waldkirch, 1977.

25. W. Hertle : Larzac 1971-1981. Der gewaltfreie Widerstand gegen die Erweiterung eines Truppenübungsplatzes in Südfrankreich, Kassel, 1982.

26. W. Hertle : Armée dehors ! - Armee raus ! 20 Jahre Selbstorganisation und gewaltfreier Widerstand auf dem Larzac. Graswurzelrevolution (GWR), n° 157, été 1991, p. 14-15.

27. Michael Schroeren : z.B. Kaiseraugst. Der Gewaltfreie Widerstand gegen das Atomkraftwerk : Vom legalen Protest zum Zivilen Ungehorsam, Zurich, 1977.

28. Bernd Clever et Gabi Walterspiel (Gewaltfreie Aktion Friburg) : Gewaltlos in Wyhl - Kein Muster, doch ein Lehrstück. GA, n° 24/25, 2e et 3e trimestres 1975, p. 19-22.

29. Cf. : Dieter Rucht : Wyhl : Der Aufbruch der Anti-AKW- Bewegung, in : Ulrich Linse / Reinhard Falter/Dieter Rucht/Winfried Kretschmer : Von der Bittschrift zur Platzbesetzung. Konflikte um technische Großprojekte, Berlin-Bonn, 1988.

30. Wolfgang Sternstein : Überall ist Wyhl. Aus der Arbeit eines Aktionsforschers, Francfort-sur-le-Main, 1978.

W. Hertle : Törichtes und Menschliches. Eindrücke von der zweiten Platzbesetzung in Wyhl. GA, n° 24/25, 2e et 3e trimestres 1975, p. 46-49.

31. W. Hertle : Brokdorf - ein zweites Wyhl ? Erfahrungen der Bürgerinitiative im Widerstand und Schlussfolgerungen für zukünftige Aktionen. GA, n° 28/29/30, 2e et 4e trimestres 1976, 5.5361.

Wolfgang Zucht : Was machen wir mit alt den Plätzen... Besetzen ? Gruppenrundbrief der Graswurzelwerkstatt, 9 janvier 1977.

32. « Die Bürgerinitiative Umweltschutz Unterelbe informiert - Willkommen in Brokdorf » Tract documenté dans GA, n° 28/29/30, 2e, 3e et 4e trimestres 1976, p. 61-62.

33. Klaus Wolf : Die Besetzung des KKW- Geländes in Brokdorf am 30.11.76 ; ibid. p. 63-64. Manfred Kühle : Im Talar vor der Mauer in Brokdorf. Motive und Formen christlichen Engagements, ibid. p. 64-67.

34. Theo Hengesbach : Ziviler Ungehorsam und Demokratie. Überlegungen am Beispiel der ökologischen Bewegung, Kassel, 1979.

35. Umweltwissenschaftliches Institut des BBU : Aktionskatalog des Bundesverbandes Bürgerinitiativen Umweltschutz e.V. Diskussionsgrundlage. Stuttgart o J. [1977]. Le catalogue d'actions a été rassemblé par Wolfgang Sternstein qui, avec Roland Vogt et Petra Kelly, représenta pendant des années la position de la non-violence au sein du comité directeur du BBU (Fédération des collectifs pour la protection de l'environnement). Michael Schroeren, rédacteur les premières années de la révolution Graswurzel prit la tête de la rédaction du magazine écologie du BBU.

36. « Kein AKW mit unserem Geld ! » GWR, n° 29, mai 1977. Édition spéciale diffusée plus de 10 000 fois.

37. Theo Hengesbach et Michael Schweitzer : Stromzahlungsboykott. Gewaltfreier Widerstand gegen Kernenergie, Dortmund, 1977. Jusqu'en 1981, 13 000 exemplaires de cette brochure ont été vendus.

38. W. Hertle : Kein Atomkraftwerk mit unserem Geld ! Der Stromzahlungsboykott in Hamburg. GA, n° 35/36, 1er

et 2e trimestres 1978, p. 2-11.

Theo Hengesbach et Wiltrud Rülle : Eine Lawine nimmt Gestalt an. Zum aktuellen Stand der Stromgeldverweigerung in der Bundesrepublik. GA, n° 39/40, 1er et 2e trimestre 1979, p. 26-32. Supplément au (37) : Stromgeldverweigerung - Perspektiven und künftige Probleme, Dortmund, 1979.

39. Wiltrud Rülle/Theo Hengesbach : Negativbeispiel juristischer Rechtsprechung ? Das Stuttgarter Urteil zur Stromgeldverweigerung und die Folgen. GA, n° 41/42, 2e et 3e trimestres 1979, p. 22-26.

Volker Schmidt : Stationen des Stromzahlungsboykotts in Hamburg. GA, n° 47/48, 1er et 2e trimestres 1981, 5e, 57-62.

40. Mauerblümchen Grohnde ? GWR, n° 27/28, mars 1977, p. 1, 3-5.

41. Gewaltfreiheit zwischen den Fronten, GWR, n° 29, juin 1977, 5e 4-5.

42. Gewaltfreie Besetzung in Grohnde, GWR, n° 30/31, 1977, p. 1-2.

43. Brigitte Oleschinski : Brokdorf-Blockade am 25. Februar 1981. Mit erhobenen Händen gegen Schlagstockeinsatz. GA, n° 47/48, 1er et 2e trimestres 1981, 5e 39-41.

Wolfgang Sternstein : Blockade in Brokdorf. Gewaltfreie Aktion gegen AKW Brokdorf am 13-14. Avril 1981, loc. cit. 0. p. 43-51.

Benjamin Pütter : Ziviler Ungehorsam in Brokdorf, loc. cit. p. 52-56.

Hans-Jürgen Benedict : Den reibungslosen Ablauf der Atomindustrie behindern. Die gewaltfreie Blockade des AKW Brokdorf im Juli 1981, in, également, Ziviler Ungehorsam als christliche Tugend. Francfort, 1989.

44. WIN Magazine (New York) 25 septembre 1975, vol XL, n° 31.

45. Jan Stehn : An jedem 6. Blockade in Brokdorf. GWR, n° 145, mars 1991. 5.6.

46. Die Besetzung von Seabrook. Erst der Bauplatz - dann das Zeughaus (auch als Sonderblatt verbreitet), GWR, n° 30-31, été 1977, p. 11-14.

47. Dieter Halbach et Gerd Panzer : Zwischen Gorleben und Stadtleben. Erfahrungen aus dem Widerstand im Wendland und in dezentralen Aktionen, Berlin, 1980.

48. Hamburger Initiative Kirchlicher Mitarbeiter und Gewaltfreie Aktion : Wir sind Protestleute gegen den Tod, Hambourg, 1979.

49. D Halbach et G. Panzer : loc. cit.

50. Wolfgang Ehmke (édit.) : Zwischenschritte. Die Atomkraft-Bewegung zwischen Gorleben und Wackersdorf, Cologne, 1987.

51. Jörn Böhme, Kurt Nikelski : Lernen von der amerikanischen Anti-AKW-Bewegung. GA, n° 41/42 -1979, p. 16-22.

52. Gewaltfreie Aktion Tübingen : Gorleben im Herbst. Erfahrungsbericht einer Bezugsgruppe Ober ihren Versuch, eine Tiefbohrstelle zu blockieren. GA, n° 43/44 1980, p. 43-52.

53. taz-Dokumentation Ober Gorleben vom 21 juin 1980, WAA- Gruppe Lüneburg : 33 Tage auf 10043, Lüneburg, 1980, « Freie Republik Wendland » (Zweitausendeins), Francfort, 1980.

54. Cf : Wolfgang Beer : Frieden-Ökologie-Gerechtigkeit. Selbstorganisierte Lernprojekte in der Friedens- und Ökologiebewegung, Opladen, 1983, p. 39-53.

55. Werkstatt für Gewaltfreie Aktion Baden : Konsens. Anleitung zur herrschaftsfreien Entscheidungsfindung, Fribourg-en-Breisgau, 1980.

56. Wolfgang Sternstein : Schwerter Zu Pflugscharen. Die Blockade des Atomwaffenlagers bei Großengstingen, GA, n° 53/54, 3e et 4e trimestres 1982, p. 15-35.

57. Spurensuche. Das Hamburger Archiv Ökologie und Frieden, GWR, n° 164, mars 1991 p. 12, aujourd'hui Archiv Aktiv für gewaltfreie Bewegungen.

Voir aussi : Stärke durch Vielfalt - Einheit durch Klarheit.

Un texte comparant la résistance contre la centrale nucléaire de Seabrook (New Hampshire) contre la centrale à Wyhl, et représentant comment l'impulsion de l'occupation de site passa du Kaiserstuhl à la Nouvelle-Angleterre, fut publiée en mai 2015 :

ORGANIC FARMERS, GERMAN VINTNERS, AND THE ATOMIC MONSTER OF SEABROOK : A TRANS-ATLANTIC HISTORY OF SOCIAL ACTIVISM AND NUCLEAR POWER FROM NEW ENGLAND TO WEST

GERMANY by DAVID C. SMITH Presented to the Faculty of the Graduate School of The University of Texas at Arlington

Le texte de Andrew Tompkins est aussi très informatif, il a été publié sous forme de livre :

Better Active than Radioactive ! Anti-Nuclear Protest in 1970s France and West Germany, published with Oxford University Press in 2016.

À côté du documentaire maintes fois primés Tous au Larzac, en allemand : Larzac- Gewaltfreier Widerstand in Südfrankreich », il existe aussi le montage de films super 8 datant des années 1970 : La Lutte du Larzac.

P. S. :

- Schmitz, Achim (2010) Gewaltfreiheit trainieren. Institutionengeschichte von Strömungen, Konzepten und Beispielen politischer Bildung. Osnabrück. 448 pages.

- Actions non-violentes dans la lutte du Larzac.

<http://castor.divergences.be/spip.php?article183>.

- Objection de conscience et désobéissance civile en Allemagne.

<http://anarchismenonviolence2.org/spip.php?article50>

The birth of the No Nukes movement 39 years ago in Montague (New England).

<http://divergences2.divergences.be/spip.php?article304>

f f f

Ce contenu a été publié dans Allemagne, Antimilitarisme, Articles, Histoire, Non-violence, Pratiques. Vous pouvez le mettre en favoris avec ce permalien.

- Emma Goldman : Vivre sa vie